

Pourquoi 2014 pourrait bien être l'année du déclenchement de la Troisième Guerre mondiale



Tensions entre les États-Unis et la Russie, revendications territoriales sur les îles japonaises... Selon certains observateurs comme Roger Cohen du New York Times, le déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale ne tiendrait qu'à une étincelle. Atlantico a soumis cette vision à l'analyse de deux géopolitologues.

Avec Gérard-François Dumont

Avec Pierre Verluise

Atlantico : Dans une tribune publiée sur le site américain The Atlantic ([voir ici](#)), l'éditorialiste du New York Times Roger Cohen estime que les tensions qui agitent l'Ukraine, la guerre syrienne et les conflits territoriaux dans l'est de la mer de Chine, sont autant d'éléments qui pourraient déclencher une Troisième guerre mondiale. Dans quelle mesure ce scénario vous paraît-il crédible ? Le monde pourrait-il réellement avoir à faire face à une troisième guerre mondiale ?

Gérard-François Dumont : Le scénario d'une troisième guerre mondiale n'est pas impossible dans la mesure où plusieurs hypothèses se réaliseraient. La première, ce serait l'élargissement d'un conflit local. On le voit très bien avec la guerre de l'été 2014 au Proche-Orient entre Israël et Gaza. **C'est a priori un conflit très localisé dans un espace restreint. Pourtant, il a une résonance médiatique et géopolitique mondiale que l'on peut mettre en évidence par les statistiques de mortalité. Sa résonance, avec environ 1 200 morts, est beaucoup plus importante que le conflit syrien qui compte pourtant 170 000 morts depuis 2011.** Cette résonance considérable de la nouvelle guerre entre Israël et Gaza s'explique par la géographie des diasporas, et en particulier des diasporas juives et palestiniennes dans le monde. Sur 7 cercles géographiques s'élargissant progressivement du Proche-Orient au monde, des populations se sentent concernées par le conflit. Le premier cercle est, bien entendu, constitué des populations qui vivent en Israël ou dans les territoires palestiniens, soit environ 12 millions de personnes. Un deuxième cercle concerne les Palestiniens réfugiés de 1948 ou leurs descendants qui habitent dans un pays limitrophe d'Israël (Jordanie, Liban, et auparavant la Syrie). La diaspora palestinienne exerçant des activités professionnelles dans les pays rentiers du Golfe) forme un troisième cercle de personnes qui se sentent concernées par ce conflit proche-orientale. S'ajoute un quatrième cercle d'arabes non palestiniens sensibles à la cause palestinienne, habitant dans un pays arabe. Le cinquième cercle concerne toutes les diasporas juives réparties dans de nombreux pays du monde, Américains, Européens ou asiatiques, même si la diaspora juive la plus nombreuse, environ 4,5 millions de personnes, habite aux États-Unis. Enfin, un sixième cercle concerne les diasporas de pays arabes vivant pour l'essentiel dans des pays du nord, comme la France.

Ainsi un conflit *a priori* géographiquement localisé, qui concerne sur son théâtre d'opérations un nombre de personnes bien inférieur à bon nombre d'autres conflits se révèle un conflit global notamment du fait de ce que j'appelle le processus de "diasporisation" (1). En conséquence, si les actions politiques d'endiguement ("containment" en anglais) n'étaient pas conduites, le risque d'élargissement du conflit existerait. On peut d'ailleurs se demander quelle serait l'évolution de cette nouvelle guerre Israël-Gaza si les Frères musulmans de Morsi, qui ont fortement soutenu le Hamas et l'on probablement aidé pour lui permettre de construire les fameux tunnels en béton dont l'existence vient d'être révélée en juillet 2014, étaient toujours au pouvoir en Egypte.

Pour citer un autre exemple, dans une autre région du monde, les tensions existantes font peser la menace d'un conflit mondial : c'est Taïwan (2). Tant que l'île est indépendante de la Chine, les États-Unis gardent la maîtrise du Pacifique. Les profondeurs moyennes de la mer de Chine orientale sont de 190 m et celles de la mer de Chine méridionale de 1 200 m, contre plus de 4 000 m pour le Pacifique. En conséquence, les profondeurs de la mer de Chine méridionale rendent difficile l'emploi de sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) que les Chinois aimeraient multiplier. "L'invulnérabilité" de tels sous-marins repose en effet sur la capacité à les déployer sans qu'ils soient pistés par une flotte adverse, notamment par des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA). Aujourd'hui, la Chine ne peut guère utiliser de SNLE dans un espace maritime en même temps restreint et peu profond, et donc au sein duquel les sous-marins peuvent difficilement passer inaperçus. Une solution consiste certes à emprunter un détroit vers le Pacifique, mais cela implique la possibilité de se faire repérer. L'accès militaire de la Chine continentale au Pacifique, au-delà des mers de Chine méridionale et orientale, se trouve donc limité. D'une part, la mer de Chine orientale est fermée par les Ryu Kyu, où se trouve la grande base états-unienne d'Okinawa, d'autre part, la mer de Chine méridionale est, quant à elle, bordée par les États archipélagiques et Malacca. Elle est de plus restreinte du fait des zones maritimes des États de la région. **La meilleure preuve de l'importance de cette question stratégique est fournie par les cartes chinoises qui présentent unilatéralement les zones maritimes exclusives des îles Paracel, des îles Spratley et de Taiwan comme leur appartenant.**

D'un point de vue stratégique, assurer sa souveraineté sur Taiwan et la faire reconnaître internationalement constituerait, aux yeux de la Chine, non seulement une considérable extension de sa zone économique exclusive, mais une solution pour disposer d'un accès direct et autonome au Pacifique, notamment pour ses SNLE.

Deux hypothèses ont alors possibles. Soit les États-Unis et leurs alliés subissent l'arrivée d'une nouvelle puissance maritime dans l'ensemble du pacifique Nord, soit ils s'y refusent et une guerre mondiale, au sens d'une guerre impliquant des États appartenant à différents continents, serait inévitable. Selon la première proposition de l'alternative, le risque de guerre mondiale existe aussi car on ne peut exclure une bavure venant de l'une des puissances maritimes, bavure qui, par un jeu de réactions puis de contre-réactions, conduirait à une guerre mondiale.

Pierre Verluise : Après deux guerres mondiales, il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'un jour il y aura une "Troisième guerre mondiale". D'ailleurs, certains considèrent que cette "Troisième guerre mondiale" a déjà eu lieu. Il s'agit de la Guerre froide (1947-1990). Celle-ci répond en effet à bien des caractéristiques d'une guerre mondiale. La réflexion porterait donc davantage sur une "Quatrième guerre mondiale".

Après trois guerres mondiales, il y en aura probablement une quatrième, reste à savoir quand. **L'histoire démontre que les humains ne voient généralement rien venir. Je ne vois pas pourquoi nous serions plus malins que nos aïeux.**

Qu'un auteur qui cherche à sensibiliser l'opinion au risque de guerre mette bout à bout les crises du temps présent – alors qu'elles n'ont pas toutes des relations directes – cela tient plus de l'effet de manche que de la démonstration. La vraie question serait plutôt : pourquoi cette tribune est-elle publiée maintenant ?

[Lire également : La femme qui sait ce qui déclencherà la 3ème Guerre mondiale](#)

A partir de quelle(s) zone(s) de tension dans le monde cette 3e guerre mondiale pourrait-elle prendre sa source ?

Gérard-François Dumont : D'autres zones de tensions pouvant s'élargir à une 3e guerre mondiale existent, comme peut le faire craindre selon un scénario du pire la question de l'Ukraine. Le *statu quo* géopolitique qui existait dans le nord de la mer Noire a été brisé début 2014 par l'annexion de la Crimée par la Russie, puis par l'intrusion, certes indirecte, de celle-ci dans la partie orientale de l'Ukraine. Pour simplifier, il est possible d'envisager un scénario "rose" et un scénario "noir". Selon le premier, des négociations conduiraient à une stabilisation régionale. Par exemple, la Russie arrêterait et s'engagerait à ne pas commettre des intrusions indirectes ou directes en Ukraine et les pays occidentaux reconnaîtraient sa souveraineté sur la Crimée, souveraineté qui a longtemps existé avant 1954 et qui représente un enjeu crucial pour la Russie puisqu'elle lui permet l'ouverture aux mers chaudes. Un tel scénario supposerait sans doute également une sorte de neutralisation de l'Ukraine fermant la porte à toute entrée de ce pays dans l'Otan.

Le scénario noir tiendrait au fait qu'aucune solution diplomatique ne serait trouvée. En conséquence les tensions s'exacerbent, éventuellement encouragées par des opinions publiques, ou du fait de l'utilisation par des gouvernants de sentiments nationalistes. Ce scénario noir est celui envisagé dans l'article publié le 29 juillet 2014 par The Atlantic Monthly Group sous la signature de Roger Cohen.

Pierre Verluise : Les zones listées par l'auteur sont les plus évidentes mais les officiers de l'Ecole de Guerre apprennent que l'histoire est faite de "surprises stratégiques". Le concept de surprise stratégique traduit généralement l'idée d'une menace mal ou non anticipée frappant un Etat de manière inattendue et ébranlant ses conceptions et sa posture de sécurité. Le 11 septembre 2001 l'illustre. Le colloque Ena – Ecole de Guerre – Hec (3) a démontré que cela ne servait pas à grand-chose de prétendre prévoir... ce qui ne cesse de nous surprendre. Sauf pour les affaires des think tanks... **Dès lors, un conflit majeur peut aussi bien exploser ailleurs, par**

exemple en Afrique. Cette zone connaît à bien des égards les signes d'un décollage économique méconnu, aiguise les appétits pour ses ressources, mais ne dispose pas des forces nécessaires pour empêcher qu'un conflit ne s'embrase.

L'auteur de ce papier estime également que le ressentiment de la Russie contre l'Occident, qui a vécu sa sortie de la Guerre Froide comme l'Allemagne après le traité de Versailles, pourrait s'appuyer sur le conflit actuel en Ukraine pour prendre sa revanche. Il décrit étape par étape comment cela pourrait arriver. A partir de la situation ukrainienne, quelle succession d'événements pourrait effectivement mener à un conflit généralisé ? Quelle est la probabilité que cela arrive ?

Gérard-François Dumont : Effectivement, la Russie se sent sur la défensive. Elle a l'impression d'être encerclée pour des raisons géopolitiques structurelles auxquelles s'ajoutent des réalités très contemporaines, postérieures à la fin de l'URSS. D'une part, cette Russie qui dispose de la superficie la plus vaste de tous les États du monde est considérablement enclavée d'un point de vue maritime. D'autre part, l'entrée des pays Baltes ou de la Pologne dans l'Otan lui donne le sentiment de se retrouver encerclée. **L'une des priorités de la Russie est donc d'empêcher l'entrée dans l'Otan d'autres pays qui lui sont limitrophes comme l'Ukraine ou la Géorgie. Il est probable que la Russie soit prête à aller très loin pour empêcher que cela arrive, quitte à employer des moyens militaires,** susceptibles d'entraîner des réactions de même nature, alors que les 298 morts qui ont péri le 17 juillet 2014 dans l'écrasement de l'appareil de Malaysia Airlines, touché par un missile sol-air probablement lancé par des séparatistes prorusses dans les cieux de l'Ukraine, a suscité des sentiments antirusse.

Pierre Verluise : Ce qui se joue en Ukraine c'est la "bataille pour les dépouilles de l'ex-URSS". Les acteurs sont nombreux et leurs cultures et moyens stratégiques diffèrent. Leurs opinions publiques – enjeu majeure des guerres contemporaines – ne sont pas prédisposées de la même façon à l'idée de "payer le prix du sang". Une succession de provocations et d'imprévus peut conduire subitement ce conflit à changer une nouvelle fois d'échelle. C'est bien pourquoi l'OSCE et plus largement les diplomaties essaient de garder des canaux de négociations et de faire baisser la température. Le conflit s'apaisera si les forces convergentes pour trouver une solution politique sont supérieures aux forces ennemies mais qui ont des intérêts convergents à pousser la guerre plus avant. Puisque – vous en conviendrez – guerre il y a déjà. Autrement dit, ce sont les grands et moyens acteurs qui décideront ou non de s'impliquer plus directement et plus largement.

La Chine pourrait-elle vouloir profiter d'une escalade du conflit autour de l'Ukraine pour s'emparer des îles Senkaku/Diaoyu au Japon ?

Gérard-François Dumont : A partir du moment où un conflit tient les médias, les opinions publiques et les dirigeants en haleine, certains peuvent en profiter pour avancer leurs pions dans une région qui n'est pas sous les feux de l'actualité. C'est un phénomène bien connu.

Pierre Verluise : Dans l'affaire des îles Senkaku / Diaoyu, la Chine cherche surtout à se positionner par rapport aux Etats-Unis, par Japon interposé. La Chine fera ce qu'elle croira être dans son intérêt ponctuel et à moyen terme.

Les échanges économiques entre les deux nations, Chine et Japon, sont pourtant si importants qu'elles pourraient laisser croire qu'un conflit les opposant n'est pas plausible. D'une manière générale, les économies globalisées et interdépendantes ne nous préservent-elles pas de ce type de conflits ?

Gérard-François Dumont : Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'un des arguments des décisions de globalisation régionale, comme le Marché commun, ou à portée plus mondiale, comme les accords du GATT, se sont inspirés, au moins implicitement, de la phrase de Montesquieu : **"l'effet naturel du commerce est de porter la paix". Mais l'économie n'est que l'un des paramètres de la géopolitique;** et non nécessairement dominant. Il se peut donc que des relations économiques étroites entre des pays se trouvent transcendées par des sentiments nationalistes ou des attitudes bellicistes conduisant à des conflits. D'ailleurs, en géopolitique interne, il est clair que de nombreux dirigeants, surtout dans des pays à régime autoritaire, donnent priorité au "canon" par rapport au "beurre" (4), donc préfèrent satisfaire de forts budgets militaires plutôt que d'investir dans le développement humain de leur population. Autre exemple, l'Algérie et le Maroc auraient un intérêt économique évident à développer leurs échanges économiques ; pourtant ils sont en conflit larvé comme l'atteste leur frontière terrestre fermée depuis 1994.

En quoi la réticence des Etats-Unis à intervenir militairement et à jouer son rôle de "gendarme du monde", comme en atteste l'exemple syrien, met-elle à mal la stabilité mondiale ?

Gérard-François Dumont : Une grande part du *statu quo* qui concourt à empêcher ou a geler des conflits est à mettre au crédit des moyens militaires des Etats-Unis soit par leur emploi direct, soit par l'aide qu'il apportent à d'autres États. Par exemple, les États-Unis ont permis à la France d'intervenir efficacement au Katanga en 1978. Autre exemple, l'un des conflits entre l'Inde et le Pakistan s'est arrêté à partir du moment où les Américains et les Russes se sont accordés pour ne plus livrer d'armes aux deux belligérants. La mobilisation des États-Unis pour contribuer à la sécurité des grandes routes maritimes, comme le détroit de Malacca, est essentielle. Que ce soit dans sa dimension terrienne et maritime, le monde a besoin de forces de sécurité. Dans un contexte où, ce qu'il faut déplorer, les pays de l'Union européenne n'assurent pas eux-mêmes leur sécurité, les Etats-Unis restent indispensables. Le risque d'une poussée isolationniste aux Etats-Unis, comme celle qui leur a interdit, suivant le vote du Sénat américain, de rejoindre la Société des Nations en 1919, est donc extrêmement inquiétant.

Pierre Verluise : Après avoir reproché aux Etats-Unis d'intervenir à tort et à travers, on leur reprocherait maintenant de mettre à mal

la stabilité mondiale par leur réticence à intervenir ? C'est peut-être qu'ils ont d'autres moyens de rester – malgré tout – une puissance majeure. La preuve, on leur reproche maintenant de ne pas intervenir.

Pourquoi l'action de l'ONU ainsi que celle des autres organisations internationales ne pourrait-elle pas permettre d'enrayer un conflit d'ampleur mondiale ?

Gérard-François Dumont : Les lieux où se rencontrent les diplomates du monde sont essentiels pour prévenir, enrayer ou contenir les conflits. Par exemple, pour contribuer à préserver la paix mondiale, on peut s'interroger sur la pertinence d'avoir exclu le Russie de la conférence des pays principaux (G8 passé à G7 en 2014). La Russie s'est sentie humiliée et l'humiliation n'est jamais bonne conseillère.

Pierre Verluise : L'ONU est une institution internationale dominée par les Etats. Elle ne peut agir si les Etats veulent la bloquer, notamment l'un des cinq pays disposant d'un droit de veto. L'exemple des Balkans dans les années 1990 montre que les intérêts des Etats peuvent anéantir longtemps les efforts de l'ONU pour enrayer un conflit.

Si un conflit mondial devait se dérouler au 21e siècle, quelle forme pourrait-il revêtir ? En quoi serait-il différent des deux précédentes guerres que le monde a connues ?

Gérard-François Dumont : Un conflit mondial impliquerait l'utilisation d'armements particulièrement plus perfectionnés que lors de la Seconde guerre mondiale. **Par exemple, les bombardements effectués en Europe par les Etats-Unis en 1944 et 1945 pour parvenir à la reddition hitlérienne avaient une précision extrêmement limitée.** La technologie permet aujourd'hui une plus grande précision dans le choix des cibles ; et l'on peut imaginer qu'un drone aurait permis de tuer Hitler, ce à quoi, par malchance, des officiers allemands ne sont pas parvenus. La deuxième guerre mondiale se serait arrêtée beaucoup plus tôt, causant moins de morts et de désastres. En même temps, le monde actuel possède des armes beaucoup plus meurtrières, pouvant tuer en une seule journée des populations civiles par millions. Les effets d'un conflit mondial dépendraient donc des stratégies des belligérants autant, voire plus, que du type d'armes possédés.

Pierre Verluise : Les conflits évoluent en fonction d'une multitude de facteurs, notamment les techniques disponibles et l'état des opinions publiques. **Je doute que les opinions publiques européennes soient aujourd'hui disposées au sacrifice humain de la Première Guerre mondiale.** Les nouveaux armements, les nouveaux moyens de renseignement, la cyberguerre, etc. modifient la donne par rapport aux conflits précédents. Le monde – et la guerre – se réinventent chaque jour.

(1) Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations* Paris, Ellipses.

(2) Dumont, Gérard-François, « Taiwan entre l'indépendance et l'annexion », *Géostratégiques*, n° 17.

(3) <http://www.colloque-ena-edg-hec.fr/accueil.html>

(4) Dumont, Gérard-François, « Pour le développement humain : le beurre ou les canons ? » *Population et Avenir*, n° 675.